



Communiqué de presse

Paris 11 octobre 2024

Un PLFSS EN DEÇA DES BESOINS DE LA POPULATION ET DES PROFESSIONNEL.LE.S !

Le discours de politique générale, porté par Monsieur le Premier Ministre BARNIER, n'aura apporté aucune réponse tangible mais, en revanche, il est la source de grandes inquiétudes pour la Fonction Publique en général et pour la Fonction Publique Hospitalière en particulier.

En 2024, l'ONDAM¹ et plus largement le PLFSS² ne permettaient pas d'assurer la reconduction des moyens face à une inflation galopante et à une raréfaction des moyens alloués au système de santé.

Cette année l'indiscrétion d'une augmentation de l'ONDAM à hauteur de 2,8% sonne comme l'hallali du système de santé à la française... Tous les acteurs de la santé, FHF comprise, considèrent que le compte n'y est pas et qu'il s'agira du coup de rabot de trop.

Si les éléments budgétaires se confirment et que les parlementaires entérinent un ONDAM famélique c'est tout simplement la santé de la population qui est en grave danger, en plaçant les usagers devant une nouvelle crise sanitaire par manque de moyens.

Nous, organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique Hospitalière, portons une vision républicaine, habitée par des impératifs démographiques, économiques et de progrès qui sont devant nous. Un « plan Marshall » s'impose et passe nécessairement par une augmentation du PLFSS qui doit tendre vers les 10%.

A défaut de cet effort pour le bien de toutes et tous, accompagné de nombreux éléments comme la formation, l'attractivité, les rémunérations, la réouverture de lits, le recrutement de personnels pour répondre aux besoins, etc., nous serons condamnés à assister au naufrage d'une exception qui est un acquis de la république sociale : notre système de santé.

Les responsables, de toutes natures, devront en assumer les responsabilités qui leurs reviennent devant la population et devant l'histoire de nos communs démocratiques.

Nous, organisations syndicales C.G.T., F.O., SUD et UNSA, représentatives de la FPH, demandons à être reçues et entendues par la représentation nationale aux fins d'apporter nos revendications face aux enjeux placés devant nous.

D'ores et déjà nous appelons à une journée nationale de mobilisation et de grève le 29 octobre pour faire entendre et faire gagner les revendications des professionnel.les de l'hôpital publics des établissements du sanitaire, du social et du médico-social.

¹ Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie 105,6 milliards d'€ en 2024

² Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 640 milliards d'€ en 2024